

Dissonances.

**Quand les classes moyennes parlent de la France d'après le 11 janvier, 2 ans
avant 2017.**

Avril 2015

Attentats, manifestation du 11 janvier, vote de la loi Macron, frémissement de reprise économique, élections départementales marquées par l'abstention et la montée du Front national... La séquence que le pays vient de vivre depuis le début de l'année 2015 a été à la fois chaotique et dense.

Quand on propose aux Français de prendre un peu de recul, quel est leur ressenti de cette période et leur vision de l'avenir ? Quel sens donnent-ils aux événements qui se sont succédés et quel est leur jugement sur l'action des politiques et leur gestion de la situation ? Ressentent-ils le vent de la reprise ? Quelle est leur lecture de la période, et leur vision pour demain – à la fois pour eux et pour leur pays ?

C'est à ces questions que cette investigation qualicollaborative de grande ampleur – 190 Français de classes moyennes interrogés pendant 15 jours du jeudi 26 mars au jeudi 9 avril 2015¹, pendant et juste après les élections départementales – avait pour but d'apporter des réponses. En plongeant en profondeur dans le moral de ces classes moyennes qui forment à la fois le cœur du réacteur et le centre de gravité de la société française, en leur donnant une nouvelle fois le pouvoir, via la plateforme fermée **FreeThinking**, de mettre à distance les événements, de mettre noir sur blanc leurs réactions et leurs réflexions, et finalement de mettre des mots sur leurs sentiments. En leur posant, en un sens, « la question de confiance » : confiance en eux, confiance dans les autres, confiance dans la capacité à faire front ensemble face aux défis qui se présentent... Où en sont-ils aujourd'hui ?

1220 contributions plus tard, c'est une vision âpre et sans concession de la réalité qu'ils nous livrent. Une vision qui révèle les **dissonances** qu'il y a entre ce qu'ils vivent et ressentent et le discours ambiant sur l'amélioration de la situation économique et sur la cristallisation autour de quelques personnalités dans la perspective de 2017.

Une vision qui en dit long sur leur exaspération et leur fatigue : tourner en rond les épuise, ne rien voir à l'horizon les angoisse, être dans le brouillard depuis trop longtemps sans avoir trouvé de pilote pour les en sortir, exaspère. Ces Français ont cru que la manifestation du 11 janvier pouvait, allait changer les choses et marquer un sursaut. Et rien n'est arrivé. Aucun changement, aucune nouvelle perspective, aucun nouveau projet.

Une vision articulée autour de 4 idées clés dont la nouveauté réside dans la radicalité :

1. En 2015, la glissade s'accélère : la prochaine étape, c'est l'inconnu.
2. Les politiques ne freinent pas cette glissade, mais l'aggravent...
3. ... Alors qu'ils devraient se concentrer sur deux urgences vitales : remettre la France en ordre, remettre tout le monde au travail.
4. Si les élites actuelles ne sont pas capables de passer à autre chose, il faut le faire sans elles.

Avec un message qu'ils ont voulu faire pressant dans leur façon de le partager avec nous : il n'y a plus de temps à perdre... Le vrai changement, c'est pour quand ?

« La France veut changer et elle le doit ».

¹ 190 Français des classes moyennes / revenu foyer net mensuel de 1800 à 2400 euros pour une personne seule / de 2400 à 5000 euros pour un couple / hommes et femmes, âgés de 18 à 65 ans, dont 20% de 18-25 ans, 85% d'actifs dont 73% issus du secteur privé et 27% issus du secteur public – 5% de retraités – 10% d'étudiants / S'étant abstenus pour 42% d'entre eux au 1^{er} tour des élections départementales 2015 (parmi les personnes concernées par ces élections). Pour moitié sympathisants de gauche / moitié sympathisants de droite. FreeThinking est le laboratoire de conseil et d'études qualicollaboratives de Publicis Groupe.

1. En 2015, la glissade s'accélère.

Premier enseignement de cette plongée en profondeur dans le mental post-11 janvier de ces Français des classes moyennes : le moral est bas. Au-delà des mesures - fluctuantes - de la « confiance »², la vision générale de la situation de la France et de leur propre situation ne fait que s'assombrir. Certains peuvent reprendre à leur compte l'adage suivant lequel si le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté... La vision dominante de la France de 2015 est néanmoins celle **d'une glissade en accéléré**, peut-être même d'une mutation qui au-delà de la crise économique entraîne le pays vers le déclin, l'inconnu, et l'impasse pour la jeunesse.

... PARCE QUE LA CRISE PRECARISE LES INDIVIDUS.

En 2015, la situation ne s'améliore pas : c'est le premier constat que ces Français des classes moyennes font sur leur vie quotidienne. Qu'ils soient actuellement en poste ou en recherche d'emploi, salariés du privé, indépendants ou même fonctionnaires, trois phénomènes s'amplifient à leurs yeux :

- **Chômage** : il est plus que jamais là. Son augmentation peut s'apprécier dans le caractère obsessionnel de son évocation. A ce niveau de prolifération, tout le monde est concerné. Avec notamment chez les participants les plus âgés la thématique des enfants en mal d'insertion, et un fort stress chez les jeunes.
- **Difficultés de pouvoir d'achat** : une frustration même « apprivoisée » reste une frustration. D'autant plus que pèse sur le pouvoir d'achat une fiscalité jugée encore plus insupportable, sauf par les (très) rares participants qui déclarent bénéficier cette année de l'exonération d'impôt sur le revenu décidée par M. Valls.
- **Précarité** : le sentiment de **fragilisation** tel qu'il est exprimé en ce début d'année 2015 est, lui, nouveau. La précarité, ce n'est plus simplement chez les plus modestes la réalité d'un travail aléatoire ou d'une situation personnelle tendue ; mais, chez tous, à leur niveau personnel et dans leur lecture de la société française, l'impression que chacun est en équilibre instable, peut basculer du mauvais côté parce que la société ne crée pas assez de richesse et qu'elle est trop ponctionnée pour le faire. Le diagnostic à la fois économique et social de ces Français, c'est que tout le monde est **tiré vers le bas**.

J'ai retrouvé un job où je bosse 50 h semaine sans la moindre RTT et un contrat 35h sans récupération non plus et pour un salaire moindre qu'auparavant... Je vois de nombreuses personnes de tout âge qui voient leurs entreprises fermer ou réduire leur personnel. Je vois des personnes de plus de 45 ans (mon cas!) que l'on trouve déjà vieilles dans de très nombreuses boîtes (trop vieille = trop chère?). On leur préfère des plus jeunes peu rémunérés, ou avec des contrats 25h...

Pour ma part j'ai peur de l'avenir. Le CDI est un miracle. La crise est grave et profonde. Heureusement, je n'ai pas de crédits.

Et oui, mon frère qui a 26 ans est dans la même situation que vous... Il enchaîne Intérim et CDD et se sent de plus en plus inquiet pour son avenir... Il arrive à ne jamais se retrouver plus d'un mois au chômage ou sans salaire, mais pour le moral et des plans d'avenir c'est pas cool du tout...

² En mars 2015, l'Insee notait que la confiance des Français gagnait 1 point par rapport à février, à l'indice 93, cependant toujours nettement en dessous de sa moyenne de longue période (100)

... PARCE QUE LA REPRISE N'EST PAS (ENCORE ?) LA.

C'est le constat plus « macroéconomique » qu'autour d'eux, les choses ne s'améliorent pas non plus. Il n'y a pas de dynamisme perceptible dans leur vision de l'économie française. On n'est plus dans « la France qui ferme », comme en 2013 ; mais on n'est pas, loin s'en faut, dans « la France qui se relance ». Pour la majorité des participants, seules des réformes volontaristes et structurelles seront capables de changer la donne économique. Une conviction forte pour eux : **les miracles n'existent pas, en économie.**

La reprise économique est bien loin. J'ai réduit mes dépenses accessoires pour me concentrer sur la nourriture, les vêtements et l'entretien courant des voitures et maisons. Vacances moins longues, moins de dépenses superflues. La reprise économique n'est pas pour demain dans mon foyer.

... PARCE QUE LA SOCIÉTÉ SE FRAGMENTE.

Au-delà des difficultés individuelles, ce qui fait l'accélération de la glissade en 2015, c'est la division accélérée aussi de la société. Une crainte qui apparaît beaucoup plus fortement exprimée que dans toutes les autres études que nous avons pu mener jusqu'ici. Ce qui était souvent un « bruit de fond » gênant devient envahissant, à travers deux avatars dont le premier n'est pas neuf mais refait surface sous une forme **radicalisée** :

- **France assistée contre France qui se bat** : d'un côté, la France qui profite du système qu'elle soit d'ici ou vienne d'ailleurs, qu'elle soit d'en bas ou AUSSI d'en haut (notamment les politiques et les élites qui profitent du système) ; de l'autre, la France qui se bat pour s'en sortir, contre le système – impôts, charges, lourdeurs administratives et irresponsabilités diverses...

La France est connue pour être le pays du social mais au bout d'un moment, il faudrait peut-être se calmer : comment quelqu'un qui reste chez lui sans travailler peut gagner plus que celui qui se donne la peine d'aller bosser tous les jours ???

- **France « communautarisée » contre France « universelle »** : les événements de janvier ont laissé des traces. Ce qui était un peu abstrait, « théorique », est d'un seul coup terriblement concret pour tous. Les doutes et les interrogations sur notre capacité à vivre ensemble demain, bien qu'exprimés avec mesure dans la plupart des posts sont profonds pour nos participants. Tout le contraire d'un sujet de polémique, mais aussi tout le contraire d'un problème facile à régler, voire possible à résoudre. Surtout si les politiques l'instrumentalisent.

En tant que française de confession musulmane et portant le foulard depuis quelques années, je suis plutôt pessimiste. Diplômée d'une licence en marketing et ancienne chef de produit, j'ai choisi pour autant de changer de voie professionnelle je sais d'avance que mon foulard entraînera le refus d'employeurs. Le gouvernement s'évertue à créer des lois qui sont par la suite interprétées selon l'envie de chacun.

UNE PEUR NOUVELLE : SI LA GLISSADE DEVENAIT UNE MUTATION IRREVERSIBLE ?

Cette glissade dissimule pour les plus inquiets des participants une peur plus profonde encore : celle d'un passage à la limite, d'une mutation qui changerait la nature même des choses, les équilibres profonds de leur vie, et de façon durable. A force de détérioration de la sécurité, des conditions de vie, des perspectives... On change de société. On est contraint de s'adapter à autre chose, de moins bien. C'est une angoisse sourde mais largement partagée, qui là aussi est nouvelle : le sentiment que peut-être, très bientôt, la situation ne sera **plus réversible**...

La situation de la France actuellement est difficile à définir et il me semble qu'utiliser une image est plus facile : nous sommes sur une planche savonneuse et nous glissons, glissons..... Vers le bas et il faudra bien éviter la chute car nos enfants ne pourront pas s'en sortir.

Sur fond de crise économique, c'est l'engrenage. L'insécurité, les sans-papiers, les voyous, l'échec scolaire, le chômage, les populations péri-urbaines délaissées.

La France gaspille l'argent public et pourtant les conditions dans lesquelles nous vivons sont de plus en plus vétustes. Les transports en commun sales, vieux, insécures... Logements privés comme publics pas entretenus et délabrés... Rues sales, abords des villes qui ressemblent à des bidonvilles. Les entreprises ne sont pas aidées ou alors les patrons se gardent l'argent ou les économies pour eux. On recueille toute la misère du monde et on ne fait rien contre celle-ci... Fraudes à la sécu, abus en tout genre, non respect des lois, criminels relâchés ... La France se gangrène et je ressens de plus en plus de dégoût à y vivre.

2. Les politiques : un obstacle au changement.

Les dirigeants politiques ont-ils les moyens de freiner, voire de stopper la glissade, en l'état actuel des choses ? Pour ces Français des classes moyennes dont le regard est sévère sur leurs élites, la réponse est claire : c'est non. D'une part, parce que la classe politique actuelle est à leur yeux trop occupée à l'accessoire pour prendre en charge l'essentiel ; d'autre part parce qu'elle n'en a pas la volonté ; enfin, parce que sa gestion du 11 janvier démontre qu'elle n'en a pas l'étoffe.

UNE CLASSE POLITIQUE TROP OCCUPEE A GERER L'ACCESSOIRE POUR S'OCCUPER DE L'ESSENTIEL : EN UN MOT, PAS SERIEUSE.

Les politiques actuels, quelle que soit leur orientation, ne sont pas capables de prendre la mesure du défi. De ce point de vue, le déroulement des élections départementales est aux yeux des participants un symptôme évident du manque de sérieux des élites. Des élections « post-Charlie » qu'ils jugent confisquées et transformées en un simple référendum politicien « pour ou contre le FN », et au fond en une mascarade. Des élections dont le résultat final aura été pour tous limité à deux bénéfiques très minimalistes : le « **containment** » du vote FN, la **sanction** du pouvoir en place. La seule satisfaction, très insuffisante, ayant donc été de punir et de contenir pour ne pas être co-responsable du désastre.

Campagne littéralement polluée par l'omniprésence du FN.

Pas l'impression de faire mon devoir de citoyen, mais seulement de sauver les meubles...

Le **décalage** du jeu politique avec la gravité de la situation perçue et vécue, en termes de tensions communautaires, en termes de précarisation économique, en termes de difficultés pour la jeunesse, est insupportable.

Tant qu'il n'y aura pas au pouvoir des gens sérieux sachant s'entourer de gens intelligents qui se soucient réellement des Français et de vouloir résoudre les problèmes rien n'ira. Au lieu de cela ils se battent pour le pouvoir et avoir plus d'argent comme des enfants dans une cour d'école. C'est inadmissible.

UNE CLASSE POLITIQUE QUI N'EST PLUS DEMOCRATE, ET NE VEUT PAS LE CHANGEMENT.

Non seulement la classe politique telle qu'ils la voient à l'instant *t* n'est pas capable de stopper la glissade, mais elle ne le *veut* pas, sourde qu'elle est à la volonté du citoyen. Un grief nouveau dans son expression, qui n'a jamais été aussi clairement formulé : bien au-delà du « tous pourris » ou « tout pour eux » déjà souvent vu, ce qui s'exprime ici, c'est l'idée que les élites dirigeantes se sentent **déliées de leurs mandants**. Voire, qu'elles ont décidé de jouer non pas sans le citoyen mais contre lui.

Une vision très largement relayée, notamment, par les **abstentionnistes** présents sur le blog et exprimant fortement leur volonté de voir leur abstention prise pour ce qu'ils veulent qu'elle soit : un mouvement de protestation conscient contre cette dérive qu'on pourrait dire post-démocratique. Une dérive à leurs yeux insupportable mais qu'ils ne se savent pas enrayer par leur vote - à partir du moment où ils se refusent, bien sûr, à voter Front National.

Notre démocratie est malade, le système représentatif est une erreur dont les citoyens payent de plus en plus le prix et surtout en temps de crise. Car avec ce système nous n'avons aucun droit à la parole, nous le peuple, ceux qui vivent dans la réalité au quotidien, et ce sont ceux que l'on a élus, souvent à défaut ou par conviction plus rarement, qui décident pour nous. Aucun référendum sur des sujets qui concernent vraiment le peuple. La vraie sanction pour ces élus qui profitent de l'argent de nos impôts pour s'enrichir ou dormir au sénat ou à

l'assemblée, c'est de ne pas voter ou voter blanc, car pas de vote pas d'élus...

Si le désir de réforme est évident tout au long du blog, et fortement exprimé, il se heurte aux yeux de beaucoup à un obstacle insurmontable : la volonté des politiques de ne pas les engager. Là aussi, c'est nouveau : le thème de l'absence de marges de manoeuvre, de l'impuissance publique est bien sûr présent dans la conversation, en 2015, comme il l'était en 2013. Mais un pas est franchi : au-delà de l'absence de pouvoir d'agir, il y a aujourd'hui fortement exprimé le soupçon **d'une vraie volonté de blocage de la part des dirigeants politiques**. Le soupçon reste vague, imprécis, mais existe : changer serait en réalité un problème vis-à-vis de leurs positions acquises.

Je pense que le prochain gouvernement (qu'il soit à droite ou à gauche) ne fera pas plus de changements, les choses telles qu'elles sont leur feraient perdre trop d'avantages si elles changeaient ...

Le système actuel enferme et détruit et un autre modèle est à inventer. On parle de réforme mais chaque gouvernement accouche de réformettes. Ils sont tous à promettre et à vendre de grandes choses et une fois au pouvoir ils se laissent emporter par les lobbies, pressions et autres habitudes trop bien vite adoptées.

UNE CLASSE POLITIQUE QUI N'A PAS L'ETOFFE NECESSAIRE POUR STOPPER LA GLISSADE.

Enfin, dernier grief à l'égard du personnel politique : ils n'ont **rien ni personne** à proposer. En effet : si ce que disent les gens est naturellement important, ce qu'ils ne disent pas alors même qu'ils ont du temps, et un espace d'expression totalement libre et anonyme, l'est tout autant. Or, force est de constater que sur cette plateforme, pendant 15 jours dont 4 très explicitement consacrés aux enjeux pour 2017 et aux personnalités capables ou en situation de les porter :

- Les acteurs politiques cités se comptent sur les doigts des deux mains : François Hollande, Manuel Valls, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, Arnaud Montebourg... Et François Asselineau. Quelques citations aussi, pour Nouvelle Donne. Le décalage entre le traitement médiatique de ces personnalités et ce que les gens ont concrètement à en dire à l'instant *t* est spectaculaire. Entre le nombre et la nature des apparitions médiatiques d'Alain Juppé, par exemple, et sa discrétion sur le blog, l'écart est abyssal.
- Aucun contenu, aucune idée pour l'instant ne semble imprimer, dans ce que les différentes personnalités politiques citées peuvent proposer dans les media. Pire : le vide de leur projet politique apparaît de façon éclatante dans leur gestion collective du 11 janvier, sur laquelle les mots sont terribles. Comme si la « non-suite » donnée à ce moment exceptionnel prouvait qu'ils sont vraiment incapables de se hisser à la hauteur des enjeux et des urgences auxquels est confronté le pays. Comme si l'extra-ordinaire avait été ramené à du banal ou pire, de l'insignifiant, du « sans conséquence », voire de la « com ».

Le peuple de France sait pourtant se réunir quand il s'en donne la peine...Charlie...De l'énergie, il en a, il faut juste un fil conducteur pour que ça marche. Nos politiques ne l'ont pas encore trouvé. Et le spectacle d'après élection est lamentable. Ce n'est pas de l'espoir qu'ils nous ont transmis mais de la colère, de l'exaspération, de l'injustice...

Pour revenir sur la question de l'avant et après Charlie Hebdo, oui je pense que ce fait a marqué la France et nos compatriotes. Il y a eu certains cas d'amalgames mais nous avons surtout pu constater la solidarité du peuple français et peu importe les origines. Seulement cette solidarité s'est vite essoufflée, comme un effet de mode. Les politiques auraient du savoir entretenir cette flamme mais n'ont pas fait mieux que d'uriner dessus.

3. Remettre en route, remettre en ordre : deux urgences vitales.

Stopper la glissade avant qu'elle ne débouche sur de l'inconnu, qu'est-ce que ça veut dire pour ces Français des classes moyennes ? Deux changements **radicaux** à leurs yeux et dans la façon de les exprimer – même si dans le détail, ils font appel à des mesures déjà connues – mais *jamais* mises en oeuvre à leur sens.

1. Remettre la France en route, d'abord.
2. Remettre la France en ordre, ensuite.

REMETTRE LA FRANCE EN ROUTE.

D'abord et avant tout la croissance. C'est pour tous, encore et toujours, l'enjeu numéro 1, malgré les événements de janvier, même si des thématiques comme l'intégration ou la laïcité sortent nettement plus fortement en 2015 qu'en 2013³. Parce que la croissance, c'est tout simplement l'emploi et donc le recul de cette précarisation qui insécurise même ceux qui possèdent pour eux-mêmes des situations stables.

L'économie et l'emploi sont les deux problèmes à traiter en priorité. Si la croissance repart, s'il y a moins de chômeurs, la petite délinquance diminuera et les gens reprocheront moins aux immigrés d'avoir pris leur travail. Beaucoup de problèmes disparaîtront. Avec une économie forte, L'Allemagne sera obligée de consulter la France sur les problèmes de l'Europe. Avec une Europe forte et unie, les Américains et Chinois seront obligés de respecter l'opinion européenne.

Remettre la France en route, ce n'est pas s'occuper que de l'emploi, qui est le résultat du retour à la croissance : c'est aussi la baisse de la **pression fiscale**, la baisse de la **dépense publique**, et les **réformes structurelles** qui vont avec et qui en sont la condition. Sur la nature de ces réformes, le débat existe sur le blog et recoupe partiellement de traditionnels clivages droite-gauche... Mais et c'est peut-être nouveau, qu'il faille avancer et adopter une position globale qu'on pourrait qualifier de **pro-business** est devenu quasi-consensuel : si quelques tenants de la décroissance sont présents, si bien sûr le traditionnel « prendre aux riches sera la solution » peut encore émerger, la nécessité de changer de cap définitivement pour relancer la machine économique France est très largement la position dominante (alléger les entreprises des taxes et contraintes administratives, les aider à investir, définir des univers prioritaires générateurs d'emplois et d'ambition pour le pays, décloisonner entreprise et université...).

Je parle de la simplification des démarches administratives, c'est vital! Il faut arrêter d'embêter les patrons par des lois qui changent tous les 6 mois. Laissez les se concentrer sur leur boulot qui est de bien gérer l'entreprise, trouver des clients pour leurs produits et services. C'est comme ça qu'ils peuvent garder les emplois voire d'en créer d'autres. Il faut aussi les accompagner à l'international, à exporter leurs produits, leurs services, leur expertise.

Je pense qu'une réforme pour l'emploi doit passer par une réforme DE FOND sur la taxation des entreprises.

*Je ne suis sans doute pas la mieux placée pour proposer des solutions...
- Mettre en adéquation les besoins et les formations
-développer l'apprentissage, voie royale de la réussite professionnelle
-donner l'envie de se dépasser et de réussir
-oser entreprendre et faire que les entrepreneurs soient aidés et non enfoncés (merci le RSI).*

³ Cf. *Europe 2013, un continent à la dérive*, étude Freethinking pour Publicis Groupe ayant rassemblé 400 Européens de classes moyennes dont 80 Français.

REMETTRE LA FRANCE EN ORDRE.

Deuxième demande de changement radical : rétablir **un ordre indispensable à la vie en commun**. Une thématique qui prend évidemment aujourd'hui une résonance particulière : ce dont il s'agit, c'est d'opérer une « **remise au carré** » indispensable, qui passe par trois impératifs à mettre en œuvre immédiatement :

1. **Remettre de l'autorité dans la gestion du collectif** : cela veut dire restaurer les notions de sanction, de hiérarchie, d'équité... Avec un discours si ce n'est radical, du moins très ferme sur les moyens de la mise en œuvre : les posts sur le service militaire, par exemple, n'ont jamais été aussi nombreux. Les demandes « habituelles » de peines de prison alourdies ne suffisent plus à dire la demande d'ordre. Ce qui est en jeu, c'est de rétablir la **lisibilité** de la société : condamnations respectées, fraudes réellement réprimées, sanctions lourdes contre les patrons voyous, mais aussi impôts pour tous et pas seulement pour une minorité...

Avoir peur dans son propre foyer est quelque chose d'inconcevable à notre époque. On est à la limite de devoir faire justice soi même, c'est grave ! Où sont les agents sensés nous protéger avec le cout de nos impôts ? J'ai l'impression d'en voir plus sur les routes à mettre des PV qu'à faire des rondes la nuit et le jour ! Sans parler bien sûr des attentats et cie. C'est malheureux à dire, je trouve que ça fait vieux con, mais tant pis : remettez moi le service militaire, ça en calmera certain. Tu fais une connerie, et bah hop bosse pour la communauté gratuitement, ça te fera les pieds et à nous des économies ! Faut arrêter à un moment le politiquement correct et la politique de Taubira quoi !

La France est malade de sa classe politique et de tous ses avantages entre amis. La France doit se réformer en profondeur, supprimer les emplois de complaisance comme dans les mairies et les communautés de communes, supprimer les aides sociales, revaloriser le travail et arrêter l'assistanat et les regroupements familiaux. Faire la chasse aux gaspillages et malversations et fraudes et saisir les biens de contrevenants. Pourquoi un contribuable sur 2 ne paye pas d'impôt sur le revenu même minime... Pourquoi ne pas réformer en profondeur les aides versées par la CAF ou faciliter le contrôle.

2. **Faire de l'éducation non plus un objet de polémique mais une arme pour demain**. L'éducation, bien sûr, du **citoyen**. Avec cette idée qui prend une acuité très particulière : l'éducation doit redevenir réellement, sérieusement une priorité (au-delà des polémiques ou des réformes totalement accessoires à leurs yeux comme celles sur les rythmes scolaires), parce qu'elle est la condition d'une reprise en main de notre avenir commun. Subitement, après le 11 janvier, un objectif qui apparaissait comme un peu convenu devient vital. L'éducation, ensuite, du **travailleur**. Là aussi : face à une situation économique qui semble échapper à tout le monde, face à un sentiment de précarisation personnelle, l'éducation des jeunes devient un enjeu vital. Apprentissage, alternance, professionnalisation, ne doivent plus être de l'ordre du *wishful thinking*, mais de l'ardente obligation...

Le futur économique de la France m'inquiète moins que le système éducatif dans lequel évoluent nos futures générations (chute du niveau scolaire, télé réalité, violence, baisse des mœurs et valeurs), et toutes les mesures scolaires mises en place me font penser qu'elles ne font qu'empirer les choses.

Tout à fait d'accord, Il faut arrêter de faire croire aux jeunes qu'ils vont tous avoir des revenus mirobolants avec un boulot de fonctionnaire pépère. L'avenir est dans l'artisanat et les métiers manuels. Il faut favoriser les formations professionnelles pour les jeunes et faire en sorte que les patrons les prennent en apprentissage ; mais ça c'est censé être le rôle du gouvernement je crois. Et une école plus intelligente avec des réformes adaptées aux élèves, pour les préparer à l'avenir, seraient aussi les bienvenues.

3. **Faire de l'intégration un véritable projet politique avec un discours clair, mais dépassionné.** Est-ce que cela veut dire une politique à leurs yeux plus agressive avec les minorités notamment religieuses ou ethniques ? Pas du tout. Car, et c'est un fait très notable pour tous les participants, remise en ordre ne veut en aucun cas dire extrémisme. Dans la plupart des contributions sur ces questions délicates, c'est une grande **modération** qui s'exprime, autour de deux idées : nécessité de réaffirmer des priorités : laïcité, remise de toutes les croyances à leur place ; et volonté de dédramatiser ou plutôt de « déshystériser » le débat sur ces questions. Si certains semblent adopter des positions plus radicales, ils sont largement minoritaires face à ceux qui n'apprécient guère les discours tout faits et les fausses polémiques qui détournent des vrais sujets.

Avoir la France en commun c'est être respectueux des lois et des valeurs qui ont fait ce pays, c'est respecter la liberté de penser et d'agir de chacun, à condition que ça n'empiète pas sur les autres, c'est aussi faire montre de solidarité. En clair c'est « ma liberté s'arrête là où commence celle des autres » et c'est aussi une laïcité dans le respect de la loi 1905 et non pas dans la négation du religieux.

La France change, oui il y a un brassage ethnique, oui nos mentalités changent. Evidemment qu'il ne faut pas se laisser imposer des modes vie, des religions. Mais ça a toujours été comme ça. Nous avons une culture laïque, à ne jamais confondre avec athée, nous tolérons tout culte, mais n'en laissons aucun dicter nos institutions et nos vies.

Avoir la France en commun passe par le ciment de toutes nations : avoir une Histoire en commun et un destin commun. De ce fait, on partage une Nation tout en gardant sa part d'individualité. Pour cela il faut être conscient de l'Histoire, se la faire enseigner et finalement l'assimiler.

4. Passer à autre chose, avec ou sans les élites.

Conséquence à la fois de la fatigue généralisée dont ils témoignent face à leur sentiment de précarisation, et de ce clash entre l'urgence de bouger suite aux événements de janvier et l'insuffisance coupable des élites politiques : ce qui caractérise au final le climat, c'est la très forte volonté de « passer à autre chose ». De redéfinir, une fois la France en phase de remise en route et de remise en ordre, le sens qu'il y a à être Français. De le faire vite, de façon pragmatique et ambitieuse, dans la perspective de 2017. Et de le faire, si nécessaire, sans les élites dirigeantes actuelles, en se débrouillant par soi-même ou en réinventant les institutions dans une sorte de **coup d'état citoyen** dont ils parlent pour la première fois aussi clairement.

PASSER A AUTRE CHOSE, C'EST REDEFINIR CE QUE PEUT ETRE « AVOIR LA FRANCE EN COMMUN »...

« Passer à autre chose », c'est d'abord le besoin et le défi immenses de **reformuler une raison d'être commune**, au-delà de l'urgence vitale de la remise en route et de la remise en ordre. Un défi et un besoin qui n'ont jamais été aussi explicitement mis sur la table par les Français, depuis qu'ils sont appelés à s'exprimer sur la plateforme Freethinking, et qui les conduisent à adopter deux positions assez différenciées.

Pour certains, minoritaires, la situation est critique : pour eux, il n'y a plus vraiment de socle commun de valeurs et il va être très difficile d'en réinventer un à partir de presque rien. Et rien ne garantit que la société française soit capable de le faire. Ce sont en quelque sorte des « franco-sceptiques ».

Pour la majorité, en revanche, les valeurs traditionnelles de la France telles qu'exprimées dans la devise *Liberté, Egalité, Fraternité*, doivent suffire à assurer ce socle commun et il faut chercher à les réinterpréter, pour redonner confiance en son destin à la société française. Pour ceux-là, qui sont majoritaires sans être dominants dans la conversation, il s'agit ainsi de retrouver une unité minimale autour d'un dénominateur commun à la fois tolérant à la différence et clairement affirmé.

Avoir la France en commun ça veut dire que les gens qui habitent ce pays doivent avoir les mêmes buts et les mêmes projets. Que tout le monde doit faire en sorte que ça fonctionne. Mais c'est utopique. Il y a trop de gens différents, de nationalités différentes et qui n'ont pas les mêmes objectifs.

Avoir la France en commun c'est voir ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous sépare. C'est partager une manière de vivre ensemble au lieu de chacun pour soi ou dans sa communauté. Avoir la France en commun c'est se souvenir des valeurs qui sont le socle de ce pays : liberté égalité fraternité.

Avoir la France en commun signifie partager ses valeurs, ce pour quoi elle existe.

Tout espoir pour l'avenir n'est donc pas interdit – c'est le sens qu'ils donnent malgré tout à la mobilisation politique du 11 janvier. **Un très beau et fort moment citoyen** : incontestablement. Très rares voire inexistantes sur la plateforme sont ceux qui doutent d'avoir participé, vécu, ou assisté à une page d'Histoire en action. Avec deux idées force : d'abord, il fallait le faire ; c'était la réponse appropriée aux attentats de janvier. Ensuite, cette démonstration était d'abord une démonstration d'unité, un rassemblement positif. Non pas tant une réaction « contre » que, pour une fois, une démonstration de force « pour », pour montrer que la France et ses citoyens sont capables de parler d'une seule voix, de regarder dans la même direction, de se retrouver sur l'essentiel. Il y a encore beaucoup d'émotion, palpable, et de fierté, dans le discours de nombre de ces Français des classes moyennes sur cet événement qui reste majeur à leurs yeux. Mais rien ne sera facile.

PASSER A AUTRE CHOSE, C'EST REFORMULER UNE AMBITION ET SE PROJETER DANS LE FUTUR, TRES VITE.

Passer à autre chose, ensuite, pour se re-projeter dans l'avenir, surmonter la Crise et recommencer à avancer, c'esr **bouger vite et viser haut**. 2015 n'est pour l'instant pas un tournant. Si on veut qu'il en devienne un, positif, avant le vrai déclin, ou en tout cas avant l'inconnu, il faut tout changer, et **redonner de l'ambition**, celle de faire de grandes choses ensemble. Se redonner des projets de puissance, pas uniquement sociétaux, mais aussi économiques, industriels, politiques. Avec cette idée à la fois neuve et contre-intuitive, par rapport à la lassitude qu'ils peuvent afficher par ailleurs : il faut voir les choses en grand, **et non se replier**, pour s'en sortir. Il faut changer de débat...

Avoir la France en commun, c'est pour moi, avancer ensemble dans la même direction dans l'intérêt de notre pays (...) il faut être fier d'être français et porter cette image à travers le monde. Il faut avant tout aimer son pays, c'est comme ça que l'on s'en sortira.

Avoir la France en commun, ce n'est pas se replier sur nous-même, c'est au contraire s'ouvrir aux autres et répandre notre vision du monde et de la société tout d'abord au niveau européen afin de parvenir à une Europe sociale.

Pour moi avoir la France en commun signifierait que nous soyons capable tous ensemble de faire de grandes choses.

PASSER A AUTRE CHOSE, C'EST ENFIN LE FAIRE, PEUT-ETRE, SANS LES ELITES ACTUELLES.

Pour porter cette envie, il n'existe aujourd'hui rien ni personne de clairement identifié. Aucun responsable politique de premier plan, en tout état de cause : avoir la France en commun, redéfinir un projet politique et de société autour de valeurs à réinventer et de projets fonctionnant comme des dénominateurs communs ; refaire le ciment qui unit des populations en risque réel à leur sens de s'éloigner les unes des autres... Aucune personnalité reconnue, aucune institution identifiée ne semble être en mesure de le faire. Le jugement est plus que sévère sur ce sujet : impitoyable.

Alors qui d'autre ? La société civile, à travers deux thématiques qui émergent fortement de l'interrogation, et qui cristallisent dans beaucoup des posts venant conclure leurs réflexions...

- soit les simples **citoyens** qui se battent tous les jours pour essayer de s'en sortir et de « faire tourner la machine » malgré tout, économiquement mais aussi pour faire vivre un collectif minimal...
- soit des représentants de cette société civile, des collectifs rassemblant des **compétences** diverses pour faire des propositions et faire avancer les choses...

On le voit, dans les deux cas une vision qui reste très théorique : ils n'ont pas la solution et en sont conscients. Mais plus que jamais, et là aussi c'est quelque chose de nouveau – ils rêvent de plus en plus haut d'un changement institutionnel qu'on pourrait appeler un « **coup d'état citoyen** ». Une façon d'acter les insuffisances des institutions actuelles et de réclamer le droit d'avancer sans elles... Et de reprendre le destin de leur pays en main, d'une façon ou d'une autre, en 2017.

Et si finalement, la solution était de revenir aux fondements même de la démocratie athénienne ? Je cite « La première démocratie connue est la démocratie athénienne avec comme bases primordiales l'assemblée générale des citoyens et le tirage au sort en politique ». La fin de l'ENA, de Sciences Po et consorts... Un gouvernement tournant avec des dirigeants

issus du peuple et peu importe les partis ! Où est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » ?

Impliquer un peu plus les citoyens dans les grandes causes et décisions nationales via des référendums.

A quand l'émergence d'un nouveau parti « du peuple » né du web ? cela doit être possible ? une équipe dirigeante (politiques, économistes, représentants PME) au lieu d'un Président. Moins de sénateurs et députés et une révision de leurs rémunérations et droits à la retraite.

Pour gouverner la France, un président seul n'est pas suffisant. On pourrait prendre comme référence le triumvirat romain : un politique, un économiste et un industriel issu de PME qui dirigerait la France en concertation avec un gouvernement d'ouverture. Toutes ces personnes auraient été choisies par les Français pour leur compétence. Voilà mon rêve pour 2017!

*